

BULLETIN D'INFORMATION

de l'association d'aide
Aux membres et familles
DE LA GENDARMERIE /



N°13

SOMMAIRE

Peintures volées, objets contrefaits... Qui sont les enquêteurs qui cherchent les œuvres d'art comme celles du Louvre ? **4**



« Quand c'est trop risqué, on abandonne » : les forces de l'ordre face aux dangers des refus d'obtempérer..... **8**

Les gendarmes s'entraînent **au sauvetage aquatique par hélitreuillage** **10**

Une plateforme de discussion lancée pour les mineurs **exposés à tout type de violences** **13**

Ces gendarmes de Dordogne distribuent des sous-verres pour lutter contre les violences conjugales **15**

À quoi servent ces plaques roses que vous allez bientôt croiser **sur les voitures en France ?** **16**

Gendarme dans l'Yonne, Hugo est aussi vice-capitaine de la section « Call of Duty » de l'association de joueurs GameGend..... **17**

Les Gendarmes de retour **dans les rayons BD et bientôt dans les salles** **18**

Un drone de quatre mètres, piloté par la gendarmerie, va survoler les communes d'Augny et Fey..... **19**

Oloron-Sainte-Marie Un chardonneret élégant **découvert lors d'une intervention de la gendarmerie**..... **20**

Un cheval en détresse est sauvé par un gendarme qui promène son chien..... **21**

Un obus découvert **dans un port de Loire-Atlantique**..... **22**

La caserne Raby de Tours **placée sous haute protection après des menaces**..... **23**

La gendarmerie **recense les objets volés sur un site internet**..... **24**

Albert Pain ce héros oublié qui va enfin retrouver sa place dans l'Histoire de la Grande Guerre..... **26**

EDITO

Ce numéro reflète une fois encore la pluralité des missions assumées par la gendarmerie nationale.

Les expérimentations technologiques, les opérations de secours, la lutte contre les violences, ainsi que les actions de prévention et de proximité illustrent la capacité de l'institution à s'adapter aux enjeux contemporains tout en maintenant un haut niveau d'exigence.

Ces interventions variées rappellent l'engagement quotidien des militaires au service de la sécurité, de la protection des populations et du maintien du lien avec les citoyens.

À travers ces pages, nous mesurons aussi l'importance du devoir de mémoire et de la valorisation des initiatives locales, qui témoignent de la richesse humaine de l'Arme et de ceux qui la servent.

L'AAMFG, fidèle à sa mission, poursuit son action d'écoute, d'accompagnement et de soutien auprès des familles. En relayant les problématiques du terrain et en apportant une aide concrète dans les situations complexes, l'association demeure un partenaire essentiel du quotidien des personnels.

Nous vous remercions de votre confiance et vous souhaitons une agréable lecture.



Trimestriel Edition 2025 - Revue Officielle de L'ASSOCIATION D'AIDE AUX MEMBRES ET FAMILLES DE LA GENDARMERIE

Siège Social : 13 Route des Planèzes 23400 BOURGANEUF
Régie publicitaire exclusive : Service Coordination Imprimerie
350, avenue du Prado - 13008 Marseille - Tél. 04 65 27 80 00
Mail : service-coordination-imprimerie@orange.fr

Impression : MEDIA PRINT - 84120 PERTUIS

Toute erreur ou omission étant involontaire, ne peut engager la responsabilité de Service Administratif Publicitaire



PEINTURES VOLÉES, OBJETS CONTREFAITS... QUI SONT LES ENQUÊTEURS QUI CHERCHENT LES ŒUVRES D'ART **COMME CELLES DU LOUVRE ?**

C'est Indiana Jones qui fusionne avec Hercule Poirot. La trentaine d'enquêteurs, gendarmes et policiers, de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC) sont chargés de retrouver les objets, bijoux et œuvres d'art qui ont été volés, pillés, cambriolés...

Co-saisis de l'enquête sur le casse du Louvre avec la Brigade de répression du banditisme (BRB), ils sont spécialisés dans le trafic de biens culturels et œuvrent à remettre les choses précieuses du patrimoine national ou privé à leur place.

Jean-Baptiste Félicité, colonel de gendarmerie à l'OCBC, peint les missions et l'ampleur du travail de ces enquêteurs de l'ombre à la recherche des trésors. Entretien.

DE QUOI SE CHARGE EXACTEMENT L'OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE LE TRAFIC DES BIENS CULTURELS ?

L'unité a des compétences judiciaires pour enquêter, seule ou en co-saisine avec d'autres services régionaux ou étrangers. On suit spécifiquement tout ce qui tient au trafic de biens culturels : vol, recels, faux, contrefaçons, pillage archéologique en France ou à l'étranger avec des transactions sur notre territoire, blanchiment... Donc on a une approche assez large.

Et on est aussi chargés d'établir un état de la menace dans notre contentieux pour échanger avec les autorités judiciaires, avec les autres services de police et gendarmerie, avec les renseignements...

LES ENQUÊTEURS ONT-ILS UNE FORMATION SPÉCIFIQUE ?

Ce sont principalement des passionnés d'art, beaucoup ont un intérêt personnel pour la matière. Quand ils candidatent pour entrer à l'OCBC, c'est une façon d'associer un hobby et son métier. Certains ont eu une expérience dans les métiers de l'art mais on est sur un petit effectif et l'acquisition du savoir le plus pointu possible se fait un peu sur une sorte de compagnonnage.

Quelle est la démarche à suivre des enquêteurs quand votre service est saisi d'une enquête ? Comme toute enquête, on est sur des actes de police, des auditions de plainte, on va confronter les témoignages, demander qui est la dernière personne qui a vu l'œuvre. Il peut aussi y avoir des prélèvements, surtout

s'il y a une effraction comme une vitrine ou une fenêtre brisée.

ENTRE L'ŒUVRE ET LE VOLEUR, QUELLE EST LA PRIORITÉ DE L'OCBC ?

Le but c'est d'interpeller les auteurs et découvrir le plus vite possible les objets volés. Mais les deux approches se complètent. Partir des auteurs pour tenter de les tracer et surveiller le marché de l'art, les maisons de vente, les sites d'enchères en ligne, de vente entre particuliers.

Dans le flagrant délit, on va chercher à trouver les deux. Mais lors de sa création, l'office était très centré sur les biens culturels. Dans certains cas, le service a récupéré les objets volés, parfois dans un autre pays, mais n'a pas conduit d'enquête sur les auteurs. C'est satisfaisant pour le musée qui a été cambriolé mais si on n'arrête pas les voleurs spécialisés, les choses risquent de continuer. Donc on a besoin de travailler sur les objets et les personnes. Toutefois plus les faits sont lointains, plus on va se concentrer sur le bien et moins les auteurs.





QUELLE EST L'ÉTENDUE DE VOTRE TRAVAIL ?

Au niveau national on a en moyenne entre 1.000 et 1.300 enquêtes ouvertes pour des vols de biens culturels par an, toutes ne sont pas suivies par l'OCBC. En ce moment, on compte entre 60 et 80 enquêtes pour lesquelles notre service a été saisi, plus ou moins récentes. Et plus de 95.000 objets volés sont actuellement dans la base de données et donc recherchés.

Ces recherches peuvent aussi bien concerner des objets en France qu'à l'étranger, car des pays peuvent nous solliciter pour des œuvres volées chez eux et qui sont susceptibles d'être vendues en France.

C'est impossible de dire combien de temps dure une enquête en moyenne, il y a tout type de cas. L'office doit traiter les affaires les plus complexes et qui ont une dimension internationale. Au bout d'un certain temps, un enquêteur en commissariat ou en gendarmerie aura d'autres faits à traiter donc ce sont les services plus spécialisés qui prennent le relais, c'est la même chose pour les cold cases.

COMMENT GARDEZ-VOUS UN ŒIL SUR LES MILLIERS D'OBJETS DANS LA NATURE ?

L'office administre le fichier national des objets d'art volés, Treima. Le fichier a été créé dans les années 1990 et est modernisé régulièrement. Le vol est aussi signalé à Interpol, ainsi sur le marché de l'art, ces objets peuvent être facilement identifiés par un acheteur, même dans un pays étranger.

Un objet qui fait partie d'une collection publique, d'un musée, il est inaliénable, même s'il réapparaît sur le marché de nombreuses années plus tard. Il y a parfois des faits très anciens, pour lesquels l'objet a été vendu entre plusieurs personnes et grâce au fichier, on peut quand même réussir à les récupérer. C'est arrivé pour deux pièces d'armure appartenant au Louvre volées dans les années 1980 restituées près de 40 ans plus tard, mi-janvier 2021.

Avec notre base d'objets volés, on travaille sur le développement d'un logiciel de reconnaissance d'images avec l'intelligence artificielle, au niveau européen. Ce logiciel, Artefact, est déjà effectif en France. C'est un peu le même principe que le fichier des empreintes digitales.

COMMENT FONCTIONNE CE LOGICIEL ?

Grâce à la reconnaissance de l'intelligence artificielle, il marche très bien pour reconnaître les tableaux, tout ce qui va être en deux dimensions. Sur les objets en trois dimensions, comme les bijoux ou les vases, c'est en cours d'amélioration. L'idée c'est de pousser les capacités de l'outil pour détecter au mieux l'œuvre quand elle est mise en vente sur Internet. Nos derniers articles sur le cambriolage du Louvre

Depuis deux ans, on a environ une vingtaine d'objets reconnus, donc quasiment un par mois. Mais derrière, il faut les vérifier car il peut y avoir des faux ou un objet ressemblant d'une autre série mais qui ne fait pas partie des œuvres volées, comme pour les bronzes de Rodin qui sont numérotés. La reconnaissance n'est pas infallible.

COMMENT IDENTIFIE-T-ON UNE ŒUVRE ?

L'identification d'un bien volé, c'est un peu le jeu des 7 erreurs. Si le logiciel rapproche deux images, l'enquêteur va chercher les différences. S'il y en a aucune, il y a de forte chance que ce soit l'objet recherché.

Sur l'authentification, il faut regarder la signature, les pigments, on peut aller demander une expertise scientifique pour dater la toile par exemple.





« QUAND C'EST TROP RISQUÉ, ON ABANDONNE » :

LES FORCES DE L'ORDRE FACE AUX DANGERS DES REFUS D'OBTEMPÉRER

En Loire-Atlantique, les refus d'obtempérer ont encore bondi de près 10 % en zone gendarmerie cette année. Des fuites souvent motivées par des manquements – défaut de permis, assurance expirée – ou par l'alcool, qui mettent systématiquement en danger les forces de l'ordre et les usagers.

Tous les policiers et gendarmes ont dans leur boîte à souvenirs un refus d'obtempérer marquant. C'est l'une des interventions qui me met le plus sous tension. Je crains toujours pour les passants ou les autres usagers de la route. Même pour mes coéquipiers et moi. Le comportement de certains chauffards est effrayant.

Quand on lance ce policier de la brigade anticriminalité de Nantes (Loire-Atlantique) sur le sujet, il cite au débotté l'individu qui a percuté de véhicules de police, l'été dernier, à Rezé » Ou cette chasse, le 19 novembre, qui a mené la Bac jusqu'à Missillac. C'était sur un appel des collègues de Saint-Nazaire. La voiture a finalement pris la quatre voies à contresens. On a abandonné.

Le véhicule n'a jamais été retrouvé.

Quand c'est trop dangereux, on laisse tomber. La priorité, c'est la sécurité, prolonge le commandant Lionel Tanguy, patron de l'Escadron départemental de contrôle des flux. Ça demande une extrême vigilance, avoir en tête les gestes de sécurité.

Lors d'un contrôle routier, on rappelle sans cesse les consignes.

■ « On a la plaque d'immatriculation »

Depuis le début de l'année, les gendarmes du Groupement de Loire-Atlantique ont géré 334 refus d'obtempérer. Un chiffre en hausse de 9,51 % par rapport à 2024, sur la même période. Il n'y a pas une vacation le week-end où les gars ne sont pas concernés », observe l'officier.

Une constante dans le phénomène : Les motifs de la fuite sont rarement "graves". Des défauts de permis, des absences d'assurances, l'alcoolémie

bien sûr. Une fois, un conducteur a pris des risques inconsidérés parce qu'il pensait avoir bu trop d'alcool avant de reprendre le volant. Quand on l'a interpellé et qu'il a soufflé, il était négatif ».

Il arrive aussi que les automobilistes aient une autre raison de prendre la poudre d'escampette : À Pornic, en août, un homme de 28 ans s'est fait pincer avec de la cocaïne, point de départ d'une enquête, qui a démontré son implication dans un trafic de drogue.

Dans la plupart des cas, on a la plaque d'immatriculation, ça ne sert à rien de fuir », soupire un policier. Lionel Tanguy abonde : Le plus souvent, on est déjà devant la maison lorsque le fuyard revient chez lui.





LES GENDARMES S'ENTRAÎNENT AU SAUVETAGE AQUATIQUE **PAR HÉLITREUILLAGE**

Un entraînement de sauvetage aquatique par hélitreuillage a été réalisé dans les gravières Huckert de Biesheim (Haut-Rhin). Une collaboration entre gendarmerie fluviale et gendarmerie aérienne, pour apprendre à mieux coopérer en cas d'interventions urgentes ou de catastrophes naturelles.

C'est la rencontre entre deux mondes, celui de l'air et celui de l'eau. Deux mondes avec leurs tenues, leurs accessoires et leurs codes gestuels. Pourtant, les professionnels qui réalisent ces exercices d'hélitreuillage ce jeudi 13 novembre sont tous des gendarmes.

Mais les uns, membres de la gendarmerie fluviale de Gamsheim (Bas-Rhin), sont des plongeurs, spécialistes des milieux aquatiques. Et les autres, de la section aérienne de

gendarmerie de Meyenheim (Haut-Rhin), sont des pilotes d'hélicoptère, plus à l'aise à des dizaines de mètres au-dessus du sol.

Ces deux univers sont complémentaires. Ils ont besoin de coopérer pour des interventions urgentes ou des sauvetages lors de crues ou d'inondations, ou dans le cadre d'enquêtes judiciaires qui nécessitent des recherches sous l'eau. Mais pour qu'une telle coopération soit efficace le moment venu, il faut apprendre

et réapprendre à se mettre au diapason, et à parler le même langage.

« Forcément, comme on est appelés à travailler ensemble, on s'entraîne ensemble, explique l'adjudant-chef Frédéric Brunet de la gendarmerie fluviale de Gamsheim. Le but de ce genre d'exercice est de pouvoir se coordonner. » – « On est là pour aider au maintien en compétence des plongeurs de la brigade fluviale, mais c'est aussi à notre profit, reconnaît l'adjudant Clément Tresse, mécanicien machiniste de la section aérienne de la gendarmerie de Colmar. Personnellement, ça me permet d'acquérir des connaissances que je n'acquiers pas tous les jours. »

Au début de l'entraînement, la douzaine de participants prend donc le temps d'écouter les consignes respectives. Des explications détaillées sur le déroulement de l'opération, mais aussi sur la manière de grimper dans l'hélicoptère, de positionner le mousqueton à accrocher à la ceinture, de sangler la victime. Ou encore, pour le plongeur, sur le signe précis à faire avec la main pour signifier à l'équipage en vol qu'il s'est bien décroché du câble du treuil après avoir atteint l'eau ou la terre ferme.

■ Un « sauvetage » répété cinq fois

Ensuite, l'exercice proprement dit, une simulation de sauvetage aquatique, débute. Le plongeur qui joue la victime nage jusqu'au milieu de la gravière pour y attendre les secours. L'hélicoptère décolle avec, à son bord, le plongeur-sauveteur qui, attaché à un câble, est ensuite descendu jusqu'à l'eau. Il est déposé à une bonne dizaine de mètres de la victime. Car si l'hélicoptère s'approchait trop de celle-ci, le souffle du rotor risquerait de l'éloigner, ou bien de créer des remous et d'aggraver sa situation déjà périlleuse.

L'hélicoptère s'éloigne tandis que le plongeur nage vers la victime puis lui passe une large sangle. Ensuite, sur un signe, l'hélicoptère revient et leur redescend le câble. « C'est une partie relativement technique, il faut vraiment être en accord avec l'équipage de l'hélicoptère qui donne ses consignes, précise l'adjudant Pascal Gluckert, de la gendarmerie fluviale de Gamsheim.

On doit vraiment se mettre en accord, pour réaliser la mission en toute sécurité. »



Bien arrimés, victime et sauveteur sont ensuite soulevés dans les airs, puis déposés sur un ponton aménagé sur la berge. Ponton d'où une nouvelle « victime » va rapidement plonger dans l'eau, pour qu'un autre sauveteur puisse s'entraîner à son tour. Durant l'après-midi, l'hélicoptère fait ainsi cinq rotations, afin que chacun des cinq plongeurs puisse bénéficier de l'exercice.

■ Des entraînements nécessaires

Avec l'hélicoptère, « on est aussi amenés à travailler avec le peloton de gendarmerie de haute montagne, ajoute l'adjudant Clément Tresse. On peut s'occuper de recherches de malfaiteurs, avec mise en œuvre de caméras ou de phares. Ou bien rechercher une personne disparue dans le massif des Vosges, ou près du Rhin. On est vraiment multi-casquettes, on s'adapte à l'unité qui nous appelle. »

Ce genre d'exercice comme ici, avec la brigade fluviale, a lieu deux fois par an, car il est important de ne pas perdre la main. « Fatalement, avec l'évolution climatique, on constate qu'il y a de plus en plus d'inondations,

et on doit s'y préparer », déplore l'adjudant-chef Frédéric Brunet.

Quand il était en Outre-mer, l'adjudant Pascal Gluckert, lui, a « fait pas mal de secours en mer » avec des hélicoptères de la sécurité civile ou de l'armée de l'air. « C'est l'une de nos missions de plongeur de gendarmerie », précise-t-il. Et lui aussi prévoit ce type d'intervention en Alsace. « En cas de grosse catastrophe naturelle, ou lors de grandes crues, nous devons pouvoir récupérer des gens dans les endroits où ils se sont réfugiés pour se protéger de l'eau qui monte » assure-t-il.

Des endroits inaccessibles aux secours à pied. Et qui nécessitent donc les efforts conjugués de ces hommes de l'air et de l'eau.



UNE PLATEFORME DE DISCUSSION LANCÉE POUR LES MINEURS EXPOSÉS À TOUT TYPE DE VIOLENCES

Le ministère de l'Intérieur a annoncé la mise en place jeudi 20 novembre d'une structure d'échanges, tenue par des policiers et gendarmes spécialement formés, à destination des moins de 18 ans en danger, témoins ou victimes d'abus.

Une initiative bienvenue à l'occasion de la journée internationale des droits des enfants. La police et la gendarmerie ont annoncé ce jeudi 20 novembre lancer un espace numérique avec tchat sécurisé à destination des mineurs victimes ou témoins de violences physiques et sexuelles.

La plateforme est accessible sur le site du ministère de l'Intérieur, 24h /24 et 7 jours sur 7, à l'adresse www.masecurite.interieur.gouv.fr.

«Il s'agit d'un espace dédié aux moins de 18 ans, avec un tchat, des contenus spécifiques et adaptés pour les orienter lorsqu'ils sont victimes ou témoins de violences, d'agressions, ou d'addictions», explique le commissaire divisionnaire Stéphane Lapeyre, chef de la division d'accueil du numérique. La «confidentialité est garantie», assure ce dernier, l'anonymat pouvant «toutefois être levé face à des victimes en grand danger, notre priorité étant de les secourir avant tout».

L'équipe du tchat est composée d'une quarantaine de policiers et d'une trentaine de gendarmes, spécialement formés et dont certains traitaient jusqu'à présent des violences conjugales.

■ Conseil des victimes

Cette annonce intervient alors que la veille,



mercredi 19 novembre, la haute-commissaire à l'Enfance, Sarah El Haïry, a affirmé dans le Figaro vouloir créer un Conseil des victimes, qui se pencherait sur l'ensemble des violences faites aux enfants, «début 2026».

Bien distinct de la Ciivise, «il se penchera sur l'ensemble des violences faites aux enfants – y compris les violences éducatives, institutionnelles, mais aussi le cyberharcèlement, et s'inspirera également de ce qui est fait pour les survivants à l'international».

GERS :

LES GENDARMES INITIENT LES FEMMES À LA SELF-DÉFENSE



L'augmentation des violences faites aux femmes ces dernières années a bouleversé les habitudes quotidiennes de certaines d'entre elles. Sortir le soir, aller courir seule... Par peur d'une agression, beaucoup ont fait une croix sur certaines activités. À Auch (Gers), l'adjudant-chef Éloire a décidé de redonner confiance aux femmes à travers la journée « Toutes en sécurité ». Samedi 15 novembre, il leur enseignera des gestes de self-défense, rapporte actu.fr.

C'est la deuxième fois que cette journée a lieu. Les gendarmes accueilleront cette fois 40 participantes, qui auront un cours de self-défense ainsi qu'une réunion de prévention des violences intrafamiliales. Nouveauté de cette édition : elles profiteront aussi d'un retour au calme, basé sur la respiration et la détente.

■ Reprendre confiance

Le responsable de cette rencontre n'a pas pour ambition de transformer les femmes en « guerrières ». Néanmoins, savoir se défendre permet de renforcer leur confiance en elles et de réagir en cas d'agression. De quoi redonner suffisamment d'assurance à certaines pour reprendre des activités abandonnées après une mauvaise expérience.

Face au succès de cette initiative, l'adjudant-chef a déjà prévu d'aller à la rencontre des femmes dans plusieurs autres villes du Gers. Le prochain rendez-vous est déjà prévu à Condom.

CES GENDARMES DE DORDOGNE DISTRIBUENT DES SOUS-VERRES POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES

Les gendarmes de Sarlat ont distribué des sous-verres dédiés à la lutte contre les violences faites aux femmes. Entre le centre-ville de Sarlat et le centre commercial Leclerc, 600 objets ont été distribués.

Les gendarmes ne distribuent pas des sous-verre pour nous encourager à boire une mousse. Mais avec cet objet original pour faire passer un message de prévention, la compagnie de Sarlat a mis au point un « baromètre de ta relation » afin d'évaluer le niveau de pression psychologique que l'on peut subir dans un couple.

■ « Un point de bascule »

Un objet qui rappelle que « la violence ne se limite pas aux coups ». L'objet circulaire qui se glisse sous un verre est traversé par « un point de bascule ». Une fois que la relation est « basée sur les contrôles des faits et gestes » de l'autre et qu'un isolement des proches s'installe**, il faut alerter, indique le petit objet qui rappelle le numéro à composer, que l'on soit victime ou proche d'une personne potentiellement victime : le 39.19.

Les 600 sous-verres ont été financés par le Rotary Club de Sarlat Périgord noir et le graphisme a été offert par une commerçante « La Petite Périgourdine », à Sarlat. La moitié a été distribuée dans le centre-ville, l'autre partie au centre commercial Leclerc de la ville.



À QUOI SERVENT **CES PLAQUES ROSES** QUE VOUS ALLEZ **BIENTÔT** **CROISER SUR LES VOITURES** EN FRANCE ?

Une nouvelle couleur va bientôt faire son apparition sur les routes françaises : des plaques d'immatriculation roses. Mais à quoi vont servir ces plaques qui arriveront dès 2026 ?

En France, les plaques « WW » permettent de circuler temporairement en attendant sa carte grise définitive. Mais ce système, censé être temporaire, provoque depuis des années des erreurs, comme des plaques périmées toujours en circulation ou des amendes envoyées au mauvais conducteur. La nouvelle plaque d'immatriculation rose entend bien régler ces problèmes.

■ Des plaques temporaires à l'origine d'amendes injustes

Chaque année, près de 460 000 véhicules roulent en France avec une immatriculation provisoire commençant par « WW ». Attribuées pour quatre à six mois, elles concernent surtout les voitures neuves, importées ou en essai. Mais leur apparence trop proche des plaques définitives rend les contrôles parfois compliqués. Le résultat est que certaines restent en circulation alors qu'elles ne sont plus valides, sans qu'il soit possible de les identifier facilement.

L'autre problème est que le nombre limité de combinaisons disponibles oblige à réutiliser les mêmes numéros tous les 14 mois environ. Ainsi, lorsqu'un automobiliste garde illégalement ses anciennes plaques, un autre peut se retrouver avec le même numéro plus tard... et recevoir par erreur les contraventions du premier. Une absurdité qui pénalise les conducteurs honnêtes et alourdit les démarches administratives.



■ Une plaque d'immatriculation rose, plus claire et plus sécurisée

Pour corriger ces failles, l'association « 40 millions d'automobilistes » a proposé une idée simple et ingénieuse : changer la couleur des plaques WW. Le rose, que l'on ne retrouve pas sur nos routes, permettra d'identifier immédiatement un véhicule en immatriculation provisoire, mettant ainsi fin aux confusions avec les plaques blanches classiques.

Mais la grande nouveauté réside dans l'ajout d'une date de validité imprimée directement sur la plaque. Cette mention rendra le contrôle beaucoup plus simple pour les forces de l'ordre et éliminera les erreurs de réattribution. Ces nouvelles plaques feront leur apparition sur les routes françaises d'ici au premier trimestre 2026.

GENDARME DANS L'YONNE, HUGO EST AUSSI VICE-CAPITAINE DE LA SECTION « CALL OF DUTY »

DE L'ASSOCIATION DE JOUEURS GAMEGEND



Hugo, 27 ans, allie ses deux passions au quotidien. Il est gendarme dans l'Yonne à la brigade de Seignelay. Mais, il est aussi joueur et compétiteur « e-sport » sur la licence de jeu de tirs Call of Duty. Rencontre avec « Aries », c'est son pseudo, en ce début de mois de décembre 2025.

Le jour, il est gendarme et quand il rentre chez lui, il enfle sa casquette de « gamer », comprenez un fan absolu de jeux-vidéo. Hugo est militaire à la brigade de Seignelay, il fait partie de l'association GameGend. Il est même vice-capitaine de la section sur la licence « Call of Duty », un jeu de tirs. Des compétitions contre d'autres équipes des forces armées ou de sécurité sont organisées dans le monde.

Depuis son arrivée dans le groupe, les gendarmes n'ont cessé de prendre du galon sur la scène « e-sport ». « Sachant que là, sur les deux ans où moi je fais partie de l'équipe, on a fait qu'évoluer, explique Hugo. De toute façon, pour évoluer, il faut jouer contre des gens qui sont beaucoup plus forts que nous. Et si on joue contre des gens qui sont plus forts que nous, on va évoluer beaucoup plus vite et du coup prendre du niveau beaucoup plus facilement. »

■ Une activité internationale

L'association GameGend regroupe des gendarmes et des civils partout en France. Seuls les militaires participent aux compétitions de jeux en ligne. Différentes sections se partagent les différentes licences de jeux-vidéo. « Ça nous permet de représenter la gendarmerie sur la scène internationale.

On se rend compte qu'il y a beaucoup de pays ou même beaucoup d'autres forces armées qui ont leur équipe. Je prends l'exemple de l'Armée de l'Air et de l'Espace, l'Armée de Terre, les Pompiers, la Police. On a déjà fait, nous, des tournois contre les États-Unis, contre les Britanniques », détaille Hugo. Son équipe participe au WMEL (World Military e-Sport League), les championnats du monde des jeux entre militaires.

L'association a aussi un rôle de prévention des risques en ligne. En étant présente sur différents salons et conventions, la GameGend propose une sensibilisation du public sur la publication et la gestion de leurs données, sur les différents dangers sur le web.

LES GENDARMES DE RETOUR DANS LES RAYONS BD ET BIENTÔT DANS LES SALLES



Les lecteurs de la série Les Gendarmes des éditions Bamboo créée par Olivier Sulpice, Christophe Cazenove et le dessinateur Henri Jenfèvre en novembre 1998, ont été privés durant quatre ans de leurs héros préférés.

La sortie du tome 18, le 29 octobre, est venue mettre un terme à cette disette "gendarmistique". Quatre ans de silence radio qui s'expliquent par l'important travail des scénaristes Cazenove et Sulpice, confie ce dernier, fondateur et directeur de Bamboo.

■ « Un vrai plaisir de retrouver les personnages »

Mais avec le tournage du film Les Gendarmes de Charnay-lès-Mâcon, dont la sortie est programmée printemps-été 2026, il était impératif pour les deux scénaristes de relancer les BD. Ce qui est donc fait avec l'album Les Gendarmes : le poids des mots. Olivier Sulpice précise : « **Ce fut pour nous un vrai plaisir de retrouver les personnages. Les scénarios ont été faciles car les personnages font partie de nos vies, on s'est bien amusés.** »

Avec le nouveau dessinateur Bast qui remplace le dessinateur historique des Gendarmes Henri Jenfèvre, les personnages de Leteigneux,



Latouille, JP et les autres ont vite repris vie avec des planches qui vont des interrogatoires aux manifestations en passant par les portraits-robots, les courses de chevaux, les jockeys...

■ Le tome 19 déjà prévu

Tous trois semblent avoir retrouvé leur vitesse de croisière puisque le tome 19 est programmé pour novembre 2026, soit quelques mois après la sortie du film produit par Bamboo Film et Studio TF1.

Et ce sera désormais le rythme : « **Un numéro des Gendarmes chaque année à la même période** », annonce Olivier Sulpice.

UN DRONE DE QUATRE MÈTRES, PILOTÉ PAR LA GENDARMERIE, VA SURVOLER LES COMMUNES **D'AUGNY ET FEY**



Du 8 au 12 décembre, la gendarmerie va faire voler un **drone de quatre mètres** au-dessus du secteur Augny-Fey (Moselle). Il s'agit d'un vol d'expérimentation.

Les habitants des communes d'Augny et Fey (Moselle) ne pourront pas le manquer. Entre le lundi 8 et le vendredi 12 décembre, un drone de quatre mètres va survoler le secteur à environ 120 mètres de hauteur. Il s'agit d'une expérimentation menée par les forces aériennes de la gendarmerie nationale.

La section aérienne de la gendarmerie de Metz, sur le plateau de Frescaty à Augny, est gestionnaire de la zone choisie pour ce test. Celle-ci autorise ce type de vol. D'autres expérimentations ont lieu ailleurs en France depuis que la gendarmerie est propriétaire de ce nouveau drone.

Il a été acheté l'été dernier pour ses caractéristiques. Ce drone DT46 peut voler avec une **autonomie de jusqu'à six heures et dans un rayon de 100 km**. Il peut également supporter une charge de 5 kg, pour embarquer par exemple des capteurs optiques. Selon la gendarmerie, l'engin doit « apporter une capacité de surveillance prolongée, performante et modulable en appui des unités engagées au sol ».

OLORON-SAINTE-MARIE

UN CHARDONNERET ÉLÉGANT DÉCOUVERT LORS D'UNE INTERVENTION DE LA GENDARMERIE

L'oiseau protégé a été saisi par les gendarmes, rappelant l'importance de lutter contre les captures illégales (Crédit photos gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques).

La gendarmerie d'Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques), a réalisé une intervention inattendue en découvrant un chardonneret élégant détenu illégalement. L'espèce, strictement protégée, ne peut en aucun cas être capturée ou conservée en cage.

Lors d'une opération menée récemment, les gendarmes d'Oloron-Sainte-Marie dans le département des Pyrénées-Atlantiques ont mis la main sur un chardonneret élégant. Bien que son plumage coloré puisse évoquer une "déco de saison", les militaires rappellent que cette espèce ne doit en aucun cas être détenue.

■ Un oiseau protégé retrouvé lors d'une intervention

L'oiseau a été immédiatement saisi. En attendant sa prise en charge par une association spécialisée, il a été confié temporairement à la brigade.

■ Pourquoi une protection aussi stricte ?

Le chardonneret élégant est victime de nombreuses captures illégales. Très apprécié pour son chant et ses couleurs, il fait l'objet de trafics qui fragilisent ses populations sauvages. La réglementation vise donc à empêcher ces prélèvements et à préserver la biodiversité locale. Protéger ces oiseaux contribue à maintenir l'équilibre des écosystèmes.



■ Des gendarmes engagés dans la protection de l'environnement

La gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques rappelle son rôle dans la lutte contre les atteintes à l'environnement. À travers ce type d'intervention, les militaires soulignent leur engagement quotidien pour la préservation des espèces protégées. Un message clair : la faune sauvage n'a pas vocation à être enfermée, même lorsqu'elle chante aussi harmonieusement que dans Fais comme l'oiseau de Michel Fugain.

UN CHEVAL EN DÉTRESSE EST SAUVÉ PAR UN GENDARME QUI PROMÈNE SON CHIEN



Un cheval a été sauvé d'une mort certaine, grâce à un gendarme qui promenait son chien et qui a découvert l'animal pris au piège d'un point d'eau dans un fossé. Ce beau sauvetage est l'œuvre d'une collaboration entre gendarmes et pompiers. L'animal sauvé a été rendu à son propriétaire.

C'est une coïncidence qui a sauvé la vie d'un cheval prisonnier d'un fossé boueux dans lequel il était tombé.

Ce 27 novembre, alors qu'un gendarme promène son chien avant de prendre son service, il se retrouve nez à nez avec quatre chevaux en déambulation non loin de la caserne de Castellane dans les Alpes-de-Haute-Provence. Un peu plus loin, il fait une découverte plus problématique, un cheval semble pris au piège d'un fossé boueux, dans lequel il est tombé, et n'arrive plus à s'en extraire.

■ Solidarité, professionnalisme et entraide

L'état de santé de l'animal semble préoccupant, le cheval est en détresse et en hypothermie, il fait environ -8°.

Alertés, les gendarmes de la caserne, mais aussi les pompiers de Castellane, aidés d'un système de levage d'un artisan du coin, vont réussir à extraire le cheval de ce fossé « et ainsi le sauver d'une mort certaine ».

Tout est bien qui fini bien, le propriétaire a pu récupérer ses chevaux après l'intervention et la bonne coopération entre les gendarmes et les pompiers du département et de l'artisan qui a prêté main forte.

La gendarmerie a posté les clichés de ce sauvetage et de cette histoire qui finit bien.

Les commentaires sous la publication sont unanimes pour féliciter cette belle action collective.

UN OBUS DÉCOUVERT

DANS UN PORT DE LOIRE-ATLANTIQUE

Un obus datant probablement de la Seconde Guerre mondiale a été découvert au port de La Turballe, mardi 25 novembre 2025. Le projectile a été déposé et serait resté plusieurs heures sur site avant que la gendarmerie ne soit alertée.



Drôle de découverte au port de La Turballe mardi 25 novembre. Un obus a été déposé au niveau de la déchetterie avec un écriteau "Ne pas toucher, prévenir la gendarmerie".

Le projectile, datant vraisemblablement de la Seconde Guerre mondiale, aurait été déposé dès la matinée, mais la gendarmerie a été prévenue par des employés du port à...15 h 30 seulement. Heureusement, l'obus ne s'est pas déclenché entre-temps.

■ Une équipe de démineurs déployée

Dans l'armée, on dit toujours de ne pas manipuler ce genre d'objet, précise-t-on au

sein de la gendarmerie de Saint-Nazaire.

Sur place, celle-ci s'est chargée de déployer un périmètre de sécurité et d'alerter une équipe de démineurs. Cette dernière est venue de Nantes pour récupérer l'obus et le stocker en lieu sûr avant de le détruire. On ne sait pas comment il est arrivé là, avance-t-on au sein de la gendarmerie de Saint-Nazaire. Le résultat d'une sortie en mer d'un pêcheur turballais ?

La question demeure, pour l'heure, en suspens.

LA CASERNE RABY DE TOURS

PLACÉE SOUS HAUTE PROTECTION APRÈS DES MENACES

La caserne de gendarmerie située à Tours a été la cible de menaces, vendredi 21 novembre 2025. Un dispositif de sécurité important a été monté avant que la tension ne retombe finalement, une affaire financière en toile de fond.

Une vingtaine de gendarmes mobilisés, certains armés lourdement, casque d'intervention à la ceinture, en faction aux quatre coins de la caserne Raby à Tours. L'image, saisie dans la soirée de vendredi 21 novembre 2025, a suscité l'émoi.

Elle reflète le dispositif conséquent monté en urgence par les militaires entre l'avenue de Grammont et les rues Jules-Ferry et de la Prévôté, vers 17 h. Il a finalement été levé sur le coup de 20 h 30, une fois la situation « apaisée ».

■ « Aucun lien avec le trafic de drogues »

D'après nos informations, le déploiement articulé autour du Peloton de surveillance et d'intervention a été motivé par des menaces visant directement le siège du groupement départemental de gendarmerie, qui abrite notamment des unités spécialisées.

« Un dispositif de défense de la caserne a bien été mis en place après que des renseignements nous sont parvenus. En revanche, en aucun cas cette réaction n'a été en lien avec une affaire de trafic de drogues », précise le colonel Thibaud Friedling, commandant le groupement départemental de gendarmerie d'Indre-et-Loire, joint par téléphone lundi 24 novembre.

Dans un premier temps, nos informations expliquaient à tort que ces menaces étaient consécutives à un coup de filet survenu lundi 17 novembre 2025 à Amboise, en lien avec le trafic de stupéfiants dans le quartier Malétrenne-Plaisance.



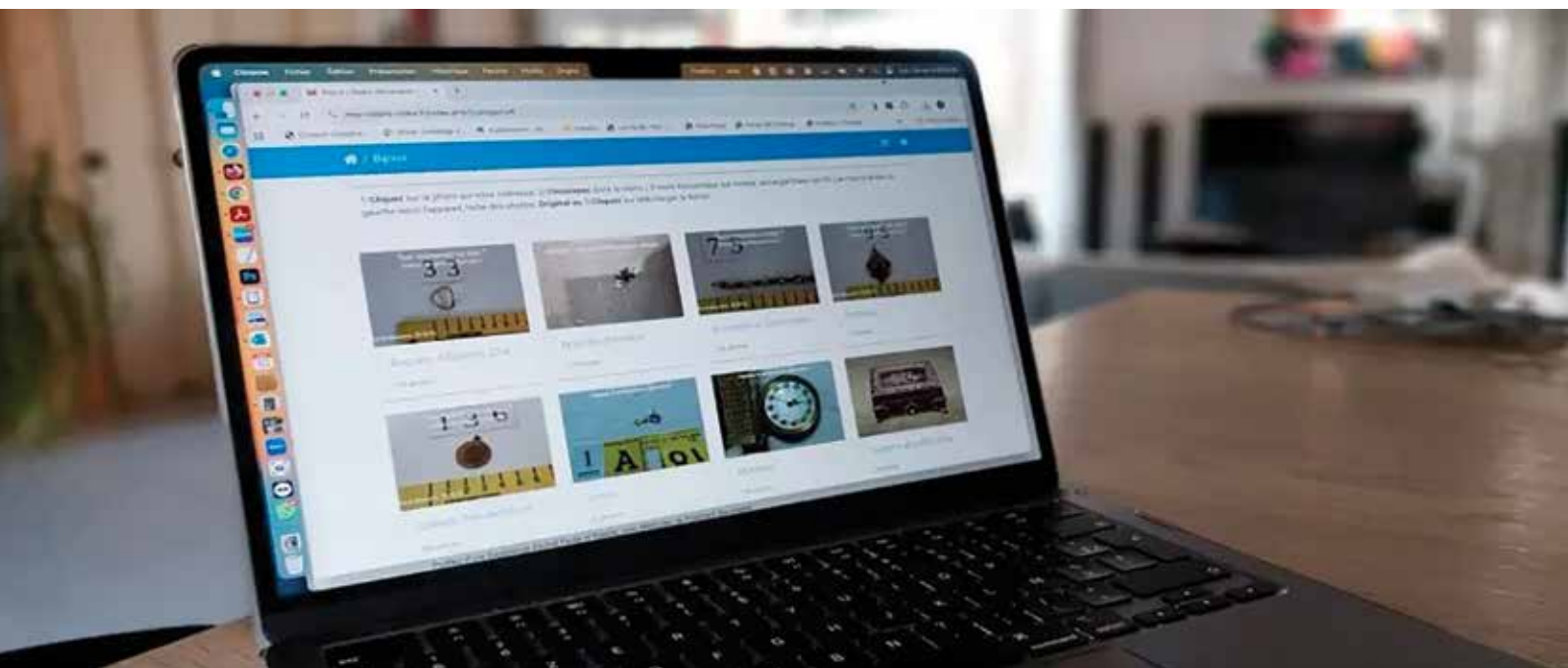
Il n'en était rien, il s'agissait en réalité d'un quiproquo entre deux affaires distinctes résolues par les gendarmes en début de semaine.

■ Des sommes saisies

Concernant la soirée de vendredi, plusieurs sources judiciaires confirment à La Nouvelle République que l'entourage de mis en cause dans un dossier financier semblait résolu à obtenir « des explications » une fois arrivé au pied de la caserne Raby. En cause, notamment : d'importants avoirs saisis par les militaires lors de perquisitions menées mercredi 19 novembre dans le Sud-Touraine. Une somme à six chiffres est évoquée.

Malgré les menaces, le cortège annoncé n'est jamais arrivé avenue de Grammont, la situation est restée maîtrisée et l'échange maintenu. Dans cette enquête toujours en cours, confiée à la compagnie de gendarmerie de Loches, « plusieurs objectifs » ont été interpellés.

LA GENDARMERIE RECENSE **LES OBJETS VOLÉS** SUR UN SITE INTERNET



Des milliers d'objets volés (bijoux, montres, outils, mais aussi trouvailles insolites) sont recensés sur la plateforme mes-objets-voles.fr. Créée par la gendarmerie, elle permet aux victimes de cambriolages, notamment en Dordogne et dans les départements voisins, de retrouver leurs biens en quelques clics.

Des milliers d'objets retrouvés après des perquisitions

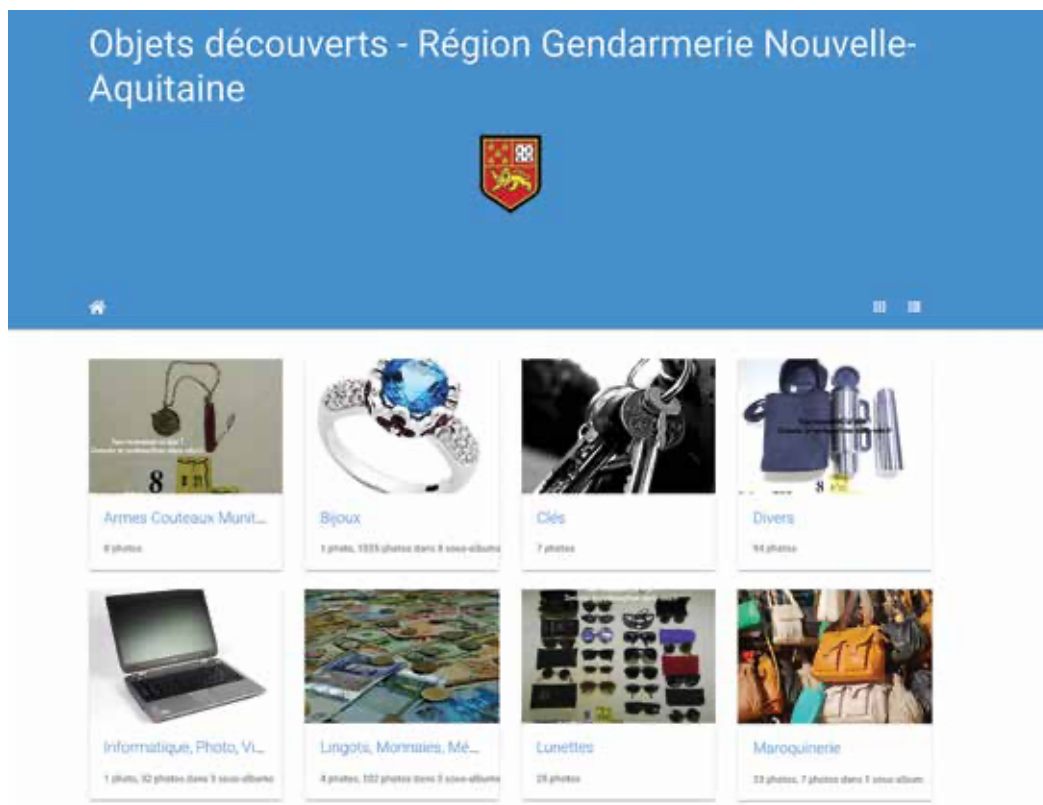
Bijoux, montres, instruments de musique, mais aussi objets insolites comme une épingle à linge décorative, un aspirateur de table ou des bouteilles de Ruinart... Sur la plateforme mes-objets-voles.fr, les gendarmes ont mis en ligne des milliers de photos d'objets retrouvés lors de perquisitions à travers la France.

L'objectif : permettre aux victimes de vols de retrouver ce qui leur appartient.

Dans les départements voisins de la Dordogne, notamment le Lot-et-Garonne et la Corrèze, les découvertes ont été particulièrement nombreuses ces derniers mois. Plus de 1 000 bijoux ont ainsi été recensés, aux côtés d'objets plus inattendus : une tondeuse pour chiens, un stellite dentaire (partie de dentier métallique), ou encore du matériel de bricolage et des montres de collection.

Lot-et-Garonne : des dizaines d'objets volés diffusés ces dernières semaines

Les gendarmes de Tonneins, commune située à moins d'une heure de Bergerac, ont récemment diffusé des dizaines d'objets retrouvés lors



d'enquêtes menées dans le secteur.

Bracelets, colliers, bagues, pendentifs... La plupart de ces biens pourraient provenir de cambriolages commis dans le grand Sud-Ouest. Chaque objet est photographié individuellement, avec un numéro d'identification et un lien direct pour signaler une correspondance.

Une plateforme simple et utile

Accessible à tous, le site mes-objets-voles.fr se veut intuitif et gratuit. Les internautes peuvent naviguer par catégories (bijoux, montres, électronique, etc.) ou filtrer par département, afin de vérifier si un bien correspondant à une description ou une photo leur appartient.

Une fois un objet reconnu, il suffit d'adresser un mail à l'adresse indiquée sur la photo et de fournir des éléments de preuve : facture, photo personnelle, ou dépôt de plainte.

Quelques conseils pour les internautes

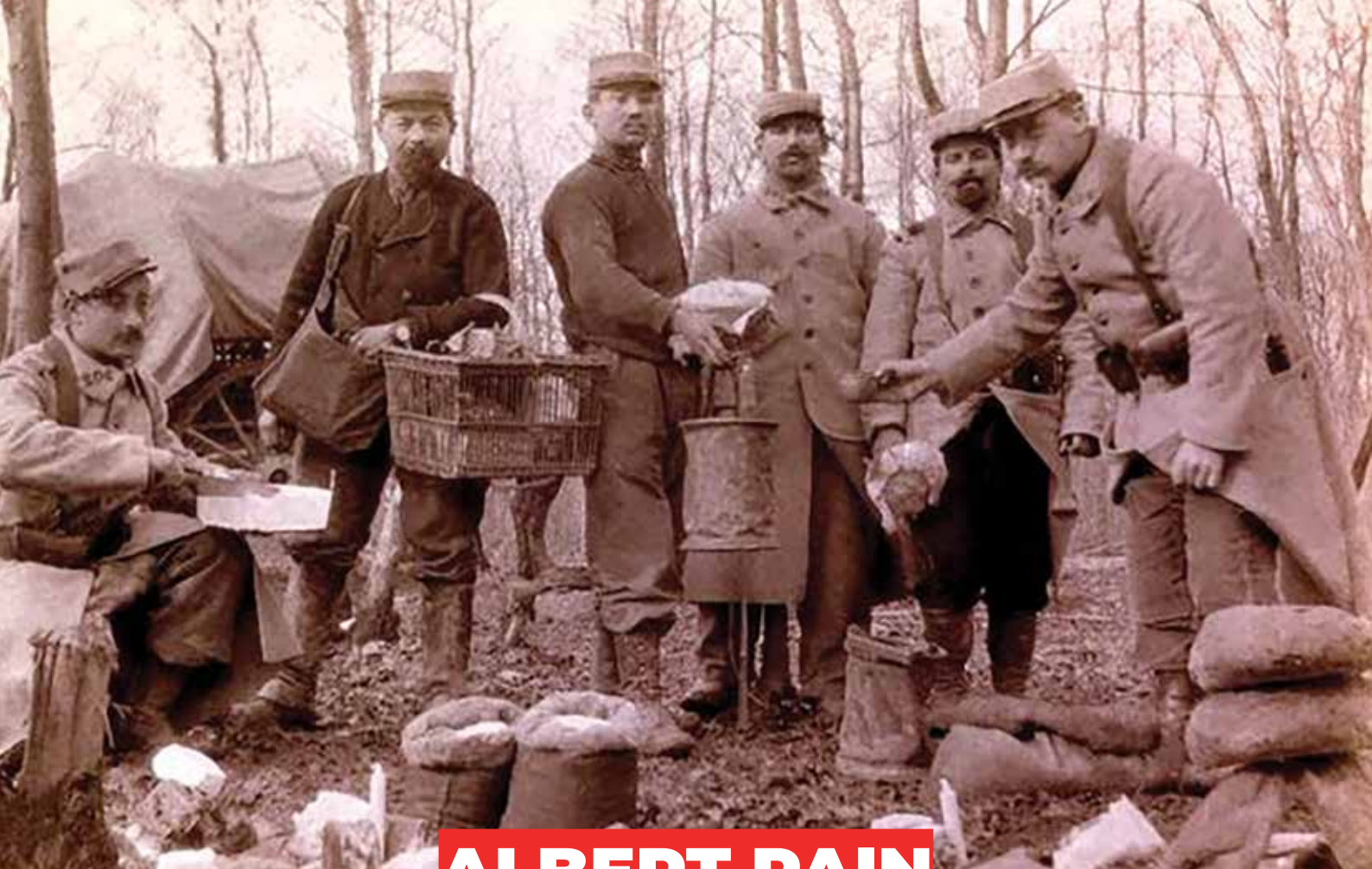
Consultez régulièrement la plateforme si vous avez été victime d'un vol : de nouvelles saisies sont ajoutées chaque semaine.

Comparez les détails précis (gravures, marques, rayures, fermoirs...) avant de signaler un objet. Conservez toujours les factures, certificats ou photos de vos biens de valeur — ils peuvent faire la différence pour prouver la propriété. En cas de vol, déposez plainte rapidement et mentionnez les objets disparus avec le plus de précision possible.

Un outil précieux pour les victimes de cambriolage

Grâce à cette base de données régionale mise en place par les gendarmes de Nouvelle-Aquitaine, la gendarmerie espère faciliter les restitutions d'objets volés et lutter contre le recel.

Au-delà des bijoux et objets de valeur, le site regorge d'anecdotes et de curiosités issues du travail des enquêteurs.



ALBERT PAIN

CE HÉROS OUBLIÉ QUI VA ENFIN RETROUVER SA PLACE DANS L'HISTOIRE DE LA GRANDE GUERRE

Albert Pain, un officier de carrière, mort en septembre 1918 lors d'une bataille cruciale en Orient, avait disparu des registres mémoriels. Grâce au travail acharné d'un major de gendarmerie, le militaire, titulaire de la Légion d'honneur, sera enfin inscrit sur le monument aux morts de Tauves dans le Puy-de-Dôme.

Ce mardi 11 novembre, une cérémonie émouvante aura lieu à Tauves, dans le Puy-de-Dôme. En présence des autorités et des élus locaux, le nom d'Albert Pain sera officiellement ajouté au monument aux morts de la commune. Cette inscription tardive rappelle que le devoir de mémoire ne connaît pas de prescription. Le destin poignant du soldat Albert Pain, décédé à 39 ans quelques semaines seulement avant l'Armistice de 1918,

a resurgi des limbes de l'histoire grâce à une démarche inattendue. L'enquête a débuté lors de recherches généalogiques personnelles de Gérard Guignard, commandant de la brigade de recherches de Forcalquier. Le major de gendarmerie toujours en activité et ancien de l'arme de l'infanterie, s'intéressait initialement au parcours des militaires de sa propre famille ayant participé à la Grande Guerre.

■ Une découverte fortuite

Ayant presque terminé l'histoire de sa propre lignée, il a commencé à s'intéresser aux « satellites » de ces personnes. C'est en mettant à jour la fiche de sa propre grand-tante qui avait épousé un militaire du 105^e régiment d'infanterie, que l'officier est tombé sur Albert Pain, qui était témoin de mariage.

Le gendarme, âgé de 55 ans, a rapidement senti un lien particulier avec ce personnage historique, créant une sorte de « lien virtuel ». Albert Pain était fils de gendarme, s'était engagé « très jeune dans l'armée, quasiment le jour de ses 18 ans » – une trajectoire que l'historien amateur a lui aussi suivie.

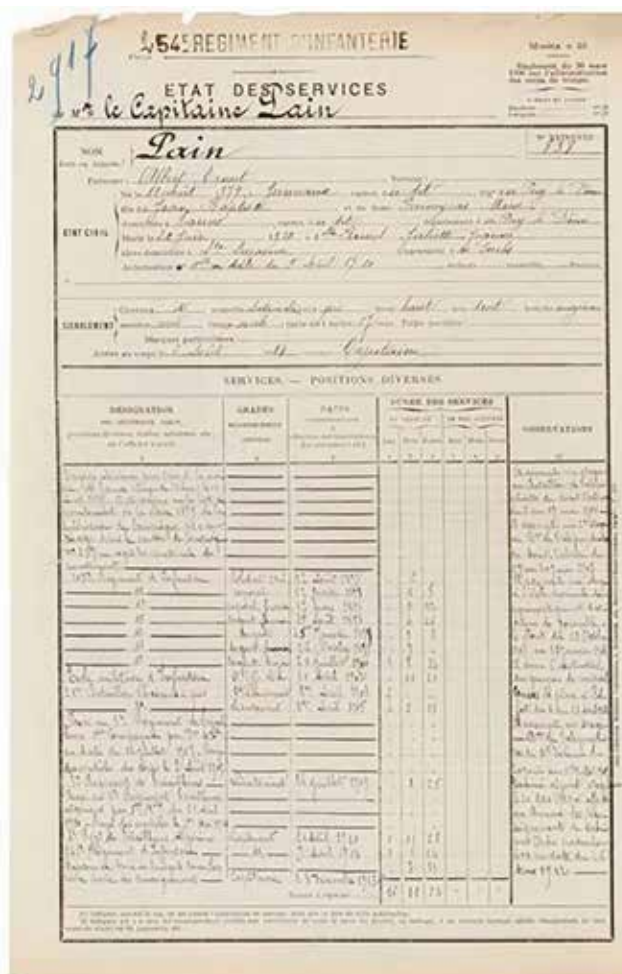
De plus, les coïncidences s'accumulaient : Pain avait épousé une femme dans le Doubs, un

département fortement lié à la vie du major, et il avait été affecté au 21^e bataillon de chasseur à Montbéliard, tandis que le militaire, de son côté, était au 19^e bataillon de chasseur.

Ces découvertes l'ont poussé « toujours un peu plus loin » dans ses investigations, bien qu'Albert Pain n'ait « aucun lien familial » avec lui.

■ Une carrière militaire remarquable

En consultant sa fiche matricule, le chercheur s'est rendu compte qu'elle était « beaucoup plus éloquente que 95 % des fiches matricules » qu'il avait consultées, car Albert Pain était un « militaire de carrière » et un officier avec « beaucoup de données ». Très rapidement, il est apparu que son « parcours militaire était exemplaire ».





Preuve de son courage, Albert Pain a reçu la Légion d'honneur dès 1915 pour des blessures subies au combat dans l'est de la France.

Le major insiste sur le fait qu'il l'a obtenue de son vivant, « pas post mortem comme beaucoup l'ont eue ».

Le drame réside dans sa date de décès : Albert Pain est mort le 15 septembre 1918, ajoutant « un peu de dramatique à tout cela », alors que la fin de la guerre était imminente. Il est tombé au combat à Dobro Polje, en Macédoine, lors

d'une bataille décisive qui allait contribuer à la signature de l'Armistice par la Bulgarie, le 29 septembre de cette même année. La mention "Mort pour la France" a été portée sur son acte de décès, transcrit à Tauves en 1919.

L'officier est décédé sur le « front de l'Orient », un lieu « méconnu du grand public », où 380 000 soldats français, soit « 5 % de l'armée française, » combattaient à cette époque. En outre, sa mort est survenue durant une bataille décisive, qui a représenté « la première lueur d'espoir pour la fin de la guerre ».



Soldats en Macédoine, Première Guerre mondiale sur le front d'Orient

Quant à son oubli, Christophe Serres, maire de Tauves, a suggéré une explication : en 1922, à l'après-guerre, les mairies devaient recenser les personnes à inscrire sur les monuments, et Albert Pain « a dû être oublié administrativement à ce moment-là ».

Un travail de fourmis

Après trois ans d'un minutieux « travail de fourmis » mené sur son temps libre, le militaire, qui reconnaît avoir mis à profit ses qualités d'enquêteur, a pu mener sa démarche à son terme.

Son objectif initial était qu'il soit « inscrit sur un monument aux morts ».

Grâce à ce travail, Albert Pain sera honoré sur le monument aux morts de Tauves, commune de son décès. Le major de gendarmerie exprime son émotion face à cette reconnaissance tardive : « C'est assez touchant de savoir qu'il aura bientôt une plaque qui va rejoindre ses camarades tombés ».

Le Service historique de la Défense, reconnaissant l'importance de ce travail, a d'ailleurs demandé à récupérer le mémoire pour l'ajouter au dossier officiel de l'officier.

Le seul élément manquant reste la photographie du commandant Pain.

Le major garde l'espoir qu'une photo ou des descendants se manifestent, peut-être lors de la cérémonie prochaine.

Le commandant Albert Pain a eu deux fils, dont le dernier est mort en 2008. Le major Gérard Guignard sera présent ce mardi 11 novembre à Tauves. Un rendez-vous chargé d'émotion.

AAMFG

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie est membre de l'Entente Gendarmerie et fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale.

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres.

Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement.

Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes :

LES RESPONSABLES

Mme Murielle NOEL

Présidente Nationale

13 Route des Planèzes
23400 BOURGANEUF
muriellenoel@aamfg.fr
06 87 18 26 67

Fabienne GOESLIER-CHALLES

Vice présidente

70, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN LANTHENAY
fabiennechalles@aamfg.fr
06 86 30 17 40

Christine ROBIN

Secrétaire générale

155, chemin de Baylot
33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC
christinerobin@aamfg.fr
06 62 63 33 55

Virginie RODRIGUEZ

Responsable entraide

4E rue du G^{al} Audibert 35200 RENNES
virginierodriguez@aamfg.fr
06 26 88 06 09

Marianne BARALE

86 impasse Héra - Bat C2
83160 LA VILETTE DU VAR
mariannebarale@aamfg.fr
06 65 65 39 23

Christelle PINGEOT

37 rue du Vélodrome, 87000 LIMOGES
christellepingeot@aamfg.fr
06 22 26 60 59

Anne MARTINEZ

162 rue de l'Arnel 34070 MONTPELLIER
06 50 49 68 49 - annemartinez@aamfg.fr

POURQUOI ADHÉRER ?

www.aamfg.fr



L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes. Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires. Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien. Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

J'adhère à l'AAMFG pour l'année

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et ville :

Téléphone :

Portable :

E-mail :

Cotisation annuelle : 15 € ⁽¹⁾

Don de soutien à l'association :⁽²⁾

(montant libre et facultatif)

Total du paiement * (-1 + 2) :

Parrainage :

Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).

Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné de votre paiement à l'adresse suivante :

AAMFG – Service des Adhésions
13 route des planèzes 23400 Bourganeuf

*par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG